TINE DE RIJCK & GRIET VAN MEULDER (M.M.V. GUY COPPIETERS)

«De ereburgers. Een sociale geschiedenis van de Limburgse mijnwerkers»

Berchem, EPO, 2000, 775 p.

Ce fort volume réunit deux livres issus de recherches menées de manière indépendante par l'Instituut voor Sociale en Economische Geographie de la KU Leuven et par le Vakgroep Geschiedenis de la VUB, tout en étant l'une et l'autre financées à titre principal par le Sociaal Steunfonds Mijnwerkers. Ces livres, aux approches différentes d'un objet commun, sont assez autonomes et peuvent faire l'objet de présentations distinctes.

Sous le titre La Parole aux mineurs, l'équipe louvaniste propose une évocation de la vie professionnelle et privée des mineurs du Limbourg, écrite à partir des interviews d'une cinquantaine de mineurs et d'une vingtaine de témoins privilégiés. L'échantillon a été constitué de telle sorte que les témoignages couvrent la période qui va de l'Entre-deux-guerres à la fermeture des puits, et reflètent l'expérience des travailleurs des principales nationalités représentées sur le terrain ainsi que les différents métiers exercés dans la mine. Si l'approche est généralement diachronique, il ne s'agit pas d'une démarche proprement historique, puisque les témoignages, quoique encadrés de références à des travaux, ne sont guère croisés avec d'autres sources.

L'intérêt de ce premier livre tient d'abord à une certaine exhaustivité du regard porté sur les aspects de la vie quotidienne des mineurs. Un point introductif est consacré aux origines des populations de travailleurs occupés dans les exploitations

campinoises, à l'embauche et à la formation professionnelle. Ensuite, les témoignages fournissent une description détaillée du travail souterrain et du fonctionnement de divers services des sociétés charbonnières. Ils évoquent aussi les rapports de pouvoir entre les catégories d'agents, ainsi que la camaraderie qui unit les travailleurs et rend parfois leur travail plus léger. Une place importante est accordée aux accidents et aux maladies, ainsi qu'aux sentiments que leur survenance et leur prévention suscitent. L'évocation de mineurs silicotiques mourant progressivement d'asphyxie, et dont les voies respiratoires sont encore brûlées par l'oxygène médical, est particulièrement poignante. La vie hors travail des habitants des cités charbonnières est examinée avec le même souci du détail. On perçoit combien le logement en cité, individuel ou collectif, de même que nombre d'équipements sociaux destinés aux familles des mineurs, traduisent à la fois la stricte hiérarchie interne des entreprises et le souci patronal de fixer et de contrôler la main-d'œuvre. Les interviews des 'navetteurs', souvent éloignés de leur domicile pendant 12 à 13 heures, – et parmi lesquels plusieurs ont encore, dans leur village, une activité complémentaire -, soulignent le poids du travail sur ces existences. Les loisirs ne sont certainement pas absents des mémoires; mais les travailleurs se montrent particulièrement lucides quant aux buts poursuivis par le patronat lorsqu'il soutient leurs groupements et leurs activités.

Une des principales qualités du livre, rare dans l'édition actuelle, est d'avoir laissé assez de place à la parole ouvrière pour que les pratiques et les perceptions puissent être progressivement décrites sous leurs différentes facettes. Ainsi les moyens de contrainte employés pour réduire l'absentéisme des travailleurs sont évoqués tout au long du livre (augmentation des loyers et du prix de l'électricité, réduction des quantités de charbon gratuit, limitation du remboursement des frais de transport, etc.), tout comme le rôle tenu dans la (re)mise au travail par le corps médical attaché aux charbonnages, objet de propos peu amènes. De même, l'emploi d'un français vécu comme le prolongement de la domination sociale des mineurs se révèle à de nombreuses reprises au fil des interviews, à propos de l'organisation d'un enseignement primaire en français à l'intention des enfants du personnel dirigeant (jusqu'à l'application de l'accord culturel de 1952), du temps accordé aux deux langues nationales dans les offices religieux bilingues (au détriment flagrant du néerlandais), ou encore de l'impossibilité de s'adresser aux cadres, les supérieurs des chefs directs, autrement qu'en français. Cette écoute attentive des témoins permet de révéler des attitudes nuancées, voire contradictoires. Ainsi les témoins dénoncent la discipline que les régies faisaient peser sur les cités, mais ils regrettent l'ordre et la sécurité qui y régnaient alors. Et le livre se clôt par une appréciation globale du métier de mineur qui, aussi loin de la pure nostalgie que d'un rejet massif, montre les travailleurs animés d'un sentiment d'amour-haine pour leur métier.

Alors que les auteurs insistent sur la représentativité de l'échantillon, ses principes de

constitution sont insuffisamment détaillés. Pour respecter le vœu de certains mineurs, leur témoignage a été rendu de manière anonyme, mais des éléments biographiques permettent d'apprécier la composition de l'échantillon. On peut cependant regretter que de telles informations ne soient pas données pour les témoins privilégiés qui s'expriment sous leur véritable identité. Le caractère majoritairement francophone de l'encadrement jusqu'aux années 50, étant très souvent souligné, on peut s'étonner que l'échantillon des ingénieurs et surveillants interrogés ne semble pas compter de francophones; la confrontation des points de vue aurait pu enrichir l'approche <sup>25</sup>. Même si la vie privée n'est examinée qu'en rapport avec le métier de mineur, l'étude de certains de ses aspects, comme la nuptialité et la fécondité, aurait utilement complété le tableau.

Le deuxième livre traite principalement des rapports sociaux, individuels et collectifs, dans les charbonnages limbourgeois, des débuts de l'exploitation à 1985. Cette étude foisonnante, menée en un temps limité, suscite l'admiration. Les chercheurs de la VUB ont en effet mobilisé un nombre important de sources, peu ou pas exploitées à ce jour, dont les archives des sociétés charbonnières, celles des organisations patronales et syndicales, locales et nationales, ou encore les archives provinciales et celles du Conseil des Prud'hommes d'Hasselt, particulièrement éclairantes sur les conflits de travail de l'Entre-

<sup>25</sup> Cf. Leon Dubois, *Mémoire de houilleur 1943-1959*. Cent trente questions pour comprendre une houillère campinoise, ses tenants et ses aboutissants, Bierges, 2001 (témoignage d'un ingénieur devenu directeur des travaux du fond à Winterslag en 1958).

deux-guerres <sup>26</sup>. Bien qu'ils combinent des informations relatives au contrôle des entreprises (des groupes fondateurs aux *Kempense Steenkolenmijnen*), à la technique et aux rapports sociaux dans leurs multiples dimensions, les résultats sont présentés d'une manière claire, systématique, et ponctués de synthèses partielles.

Dans une première partie, les auteurs traitent des conditions de travail en rapport avec les évolutions technico-organisationnelles, principalement au cours d'un Entre-deux-guerres marqué par une forte rationalisation des travaux du fond.

Dans une seconde partie, plus volumineuse, ils examinent, pour différentes sous-périodes (1917-1939, 1940-1950, 1950-1966, 1967-1974, 1973(sic)-1981 et 1982-1985), l'évolution, dans l'industrie charbonnière campinoise, des relations collectives qui s'établissent pour traiter des principales conditions du travail (salaires, durée, régime des congés,...). Ceci les amène à étudier le jeu des acteurs, – la politique sociale patronale et le développement du syndicalisme –, avant de décrire les conflits collectifs et les mécanismes de concertation sociale.

Les auteurs détaillent les moyens mis en œuvre dans la poursuite des objectifs majeurs de la politique sociale patronale : attirer et conserver la force de travail nécessaire à l'exploitation d'une part, la discipliner d'autre part. L'Entre-deux-

guerres est surtout caractérisé par l'option des cités : le logement, les commerces, la santé, l'enseignement et les loisirs sont fournis ou soutenus par le patronat dans un espace clos, où son autorité s'exerce sur la vie tant professionnelle que privée d'une population dont il s'agit d'éviter l'organisation syndicale et politique. Quand après la guerre les relations collectives s'institutionnalisent, le patronat poursuit sa politique de fixation de la main-d'œuvre, mais délègue une partie des fonctions disciplinaires aux syndicats reconnus.

Alors que le taux de syndicalisation demeure faible (de 20 à 30 % environ) et instable entre les deux guerres, il progresse avec le développement de la concertation sociale d'après-guerre et tend vers les 60 à 80 % à la fin des années 60. La centrale chrétienne est nettement majoritaire, depuis les origines jusqu'aux élections sociales de 1983. Cette position dominante, qui confine l'action de la centrale socialiste limbourgeoise – par ailleurs minoritaire dans une organisation nationale à dominante wallonne -, marque profondément l'action syndicale d'un esprit de collaboration de classe, et privilégie le dialogue au sommet entre directions patronale et syndicale. Cette attitude va éloigner l'appareil syndical de sa base ouvrière; cette tendance s'exacerbera particulièrement dès la seconde moitié des années '60, donnant à certaines formations politiques (VU, Amada,...) l'opportunité de se développer en se montrant plus à

<sup>26</sup> Voir à ce propos GRIET VAN MEULDER, "Harde strijd om en van de 'wilde' mijnwerkers. Conflicten in Belgisch-Limburg omstreeks 1930", in *Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis*, n° 3, 1999 (25e année), p. 305-330.

l'écoute des revendications des mineurs limbourgeois; la syndicalisation ne faiblira cependant pas, les organisations indemnisant le plus souvent leurs affiliés qui prennent part aux grèves dites sauvages.

Si des conflits éclatent aux cours des années 20, en particulier au début de la décennie, et ce principalement pour soutenir des revendications salariales, la résistance ouvrière prend alors également la forme d'un absentéisme et d'une mobilité entre les exploitations. Bien que dans l'industrie minière les rapports collectifs soient organisés aux différents niveaux depuis 1920, les patrons charbonniers campinois mènent souvent à cette époque une politique de la chaise vide à la table des négociations. Il faut attendre la grève de 1932, - moment fondateur de la concertation sociale dans le Limbourg –, pour que ce patronat prenne conscience de son intérêt au dialogue social et pour que les syndicats locaux s'engagent à encadrer plus étroitement les travailleurs. Disposant d'un cahier de revendications, les syndicats pourront adopter en 1936 une attitude moins défensive qu'en 1932. Au lendemain de la guerre, le déficit de main-d'œuvre, imparfaitement comblé par la mise au travail de prisonniers de guerre et d'inciviques', conduit les pouvoirs publics à mener une politique d'emploi combinant l'octroi d'avantages matériels, un renforcement symbolique (auquel fait référence le titre du livre) et un dispositif répressif (mobilisation civile), avant de recourir à l'immigration. Dans la période qui s'ouvre alors, les mouvements revendicatifs et les conflits se feront plus catégoriels, sous l'effet de la politique de classement professionnel des travailleurs. Ultérieurement, la dégradation relative de la situation des mineurs dans un Limbourg qui accueille de grandes entreprises fordistes, le chômage temporaire qui leur est imposé, l'intégration des syndicats à l'économie de concertation, et les premières menaces de fermeture vont susciter une conflictualité particulièrement aiguë (*Zwartberg* en 1966, grande grève de 1970,...). Cette conflictualité, moins liée à des intérêts catégoriels et plus défensive, n'a cessé de se manifester à mesure que le processus de fermeture s'imposait, en particulier face aux mesures d'économie prescrites par le gouvernement Martens-Gol.

Malgré la richesse de l'information présentée dans ce livre, on peut regretter d'une part que certains des résultats figurant dans les rapports de recherche n'aient pu être repris plus en détail dans l'édition (citons notamment la statistique des accidents déclarés à la caisse commune d'assurance, qui complète celle de l'Administration des Mines), que des renvois soient parfois faits à ces rapports plutôt qu'aux sources qu'ils exploitent, et d'autre part que le calendrier de la publication n'ait pas permis aux auteurs de signaler certains inventaires d'archives qui concernent des fonds aujourd'hui conservés à Hasselt, mais auxquels ils font référence en mentionnant leur localisation antérieure.

S'agissant du volume dans son ensemble, on peut se plaire à imaginer les résultats qu'aurait apporté une intégration des démarches faites en amont, et donc d'une immixtion plus intime des archives et des sources orales; par exemple, le premier livre n'éclaire guère sur l'engagement politique et syndical des mineurs, alors que le second traite largement du fossé entre la base et l'appareil syndical, mais essentiellement à partir d'archives syndicales et de la presse; des témoignages auraient pu compléter avantageusement cette approche. Une coopération entre les équipes de recherche aurait également permis de clôturer l'ouvrage par une synthèse, qui fait défaut. Par ailleurs, certains aspects de la recherche auraient gagné à mobiliser les archives d'autres bassins belges, surtout pour la période d'avant-guerre. Á titre d'exemple, la stratégie patronale qui aboutit au compromis de 1937, 'réparant' les affections respiratoires des mineurs dans le cadre du régime des pensions, ne peut être étudiée à partir des seules archives de Fédéchar, mais doit mobiliser celles des puissantes associations charbonnières régionales (Couchant de Mons, Charleroi et Basse-Sambre), plus riches à cet égard que celles de la Campine. On déplorera quelques rares imprécisions : l'abandon du régime des 45 heures dans les mines intervient en décembre 1939 et février 1940, et non en 1942 (p. 28); Zwartberg n'est contrôlé par Cockerill-Ougrée qu'à partir de la fusion de ces sociétés en 1955 (p. 476); les charbonnages du groupe Coppée ne sont pas sous l'influence de la Brufina (p. 477); il n'y a pas de gouvernement Eyskens en 1983 (p. 689). Enfin, l'importante iconographie, souvent bien placée dans le texte, ainsi que les tableaux et annexes, auraient peut-être mérité une table.

Le propre des contributions scientifiques fécondes n'est-il pas d'appeler de nouvelles investigations, encadrées par les résultats qu'elles livrent ? Il ne fait guère de doute qu'à la suite des travaux de Van Doorslaer, Minten, Pluymers et Van Haegendoren, *De ereburgers* fournit le cadre incontournable

des études ultérieures d'histoire sociale du pôle industriel à partir duquel s'est développé le Limbourg. Ces études pourraient être plus centrées sur l'exploitation de données individuelles, comme celles contenues dans les archives du Fonds national de Retraite des Ouvriers mineurs, qui, permettant un suivi longitudinal des biographies professionnelles des travailleurs, renseignent notamment sur la mobilité et la morbidité professionnelles.

Eric Geerkens